



Prise de position

Les membres du Conseil Représentatif de la SPG, réunis en séance ordinaire le mardi 17 mai 2005,

Prennent acte du « plan d'action pour l'école publique genevoise » présenté par le Président du DIP, M. Charles Beer, le 12 mai 2005. Les mesures édictées par le chef du DIP se résument, pour l'école primaire, à instaurer un unique dispositif d'évaluation pour la rentrée 2005 et à viser un fonctionnement en cycles d'apprentissages pluriannuels (4-2-2) pour la rentrée 2006.

Rappellent que la SPG demande depuis fort longtemps une certaine harmonisation de l'école primaire et dénonce régulièrement le manque de pilotage de la rénovation, carence dont elle souffre anormalement. Ainsi, il y a fort à parier que des mesures auraient pu être prises depuis un certain temps déjà, dans un contexte plus favorable que maintenant, et sans donner l'impression d'une précipitation qui peut être interprétée diversement. Ils soulignent également que le travail important déjà réalisé dans le cadre de l'élaboration du projet de contreprojet du Conseil d'Etat à l'IN 121 a conduit la SPG à faire des concessions notables, à accepter des compromis ; il convient donc de ne pas oublier d'une part l'effort considérable déjà consenti et le contexte, à savoir gagner contre l'initiative, qui l'a déterminé.

Accueillent néanmoins favorablement la volonté affichée par le DIP – et largement partagée par la SPG – de :

- Généraliser, sans attendre, certains acquis de la rénovation ;
- Renforcer la cohérence du système scolaire ;
- Poursuivre la lutte contre l'échec scolaire ;
- Rétablir la confiance au sein de l'école publique genevoise et aussi entre cette dernière et la population.

Mesurent l'effort considérable attendu de l'ensemble du corps enseignant qui devra, dans un délai très court :

- Se former pour apprendre à utiliser le nouveau dispositif d'évaluation ;
- S'adapter à de nouvelles pratiques et de nouveaux outils, tels que le rythme trimestriel et le nouveau livret scolaire ;
- Accepter derechef de nouvelles charges de travail sans qu'une contrepartie soit, pour l'instant, annoncée ;
- Se montrer apte à répondre à toutes les interrogations légitimes des parents.

Estiment que, globalement, les mesures décrétées pour la rentrée 2005 – dans la perspective de la rentrée 2006 et dans le sens où elles représentent une étape nécessaire pour faire évoluer l'école – méritent d'être soutenues, *à condition que* :

- Le travail qui doit être fait à partir de maintenant soit réellement réalisé en étroite concertation avec la SPG, comme annoncé par le chef du DIP, et que, le cas échéant, les résultats des négociations soient suivies d'effets immédiats ;
- La question des moyens – occultée jusqu'alors – soit abordée ouvertement dans les mêmes conditions que celles énoncées dans le paragraphe qui précède.

Considérant l'ensemble des points énoncés ci-dessus, les membres du Conseil Représentatif,

Mandatent le Comité pour travailler dans le cadre de la concertation voulue par le chef du DIP afin d'obtenir :

- Un discours politique et des prises de position de la DEP qui soutiennent et démontrent la qualité de l'école genevoise et des innovations pédagogiques ;
- Une politique scolaire qui vise la formation de l'élève et non la sélection et l'exclusion ;
- Des cycles d'apprentissage et un nouveau dispositif d'évaluation cohérents, clairs et explicites pour tous les partenaires ;
- Un nouveau livret scolaire susceptible de recueillir l'adhésion de l'ensemble des collègues ;
- Des outils et des pratiques qui, par leur définition, respectent et soient en accord avec l'esprit et le contenu du projet de contreprojet du Conseil d'Etat et les différentes résolutions/mémos SPG, et n'aillent donc pas au-delà des concessions importantes déjà faites ;
- Un dispositif d'information pour tous les partenaires, réalisable avant l'été, conséquent et élaboré avec le GAPP et la SPG ;
- Des moyens immédiats notamment en terme de formation et d'accompagnement ;
- Des garanties sur
 - ✓ Les postes de responsables d'école (RE), notamment leur inscription dans le budget 2006 pour tous les établissements,
 - ✓ Le taux d'encadrement qui devra être inférieur à 17 pour la rentrée 2005 et avoisiner 16 à la rentrée 2006,
 - ✓ Le réajustement à la hausse, progressif, des postes de maîtres-ses spécialistes (MS) afin de respecter les quotas en regard des prestations dues aux élèves,
 - ✓ La mise en place d'un pilotage négocié du système.

Demandent en outre que l'état général des travaux soit présenté le plus exhaustivement possible à l'Assemblée Générale ordinaire, le 7 juin 2005, afin que cette dernière se prononce à son tour sur la suite à donner.